

Publié le 29 octobre 2015 à 06h15 | Mis à jour à 08h04

Québec devient actionnaire de Bombardier



Un CS300 de Bombardier.
Photo fournie par Bombardier

Julien Arsenault

La Presse Canadienne
Montréal

Québec vole au secours de Bombardier ([T.BBD.B](#)) en injectant 1 milliard de dollars US dans la multinationale québécoise afin de l'aider à compléter le développement de son avion commercial CSeries.

Cette aide gouvernementale a été confirmée jeudi, alors que l'entreprise annonçait une perte de 4,9 milliards US au troisième trimestre, principalement reliée aux programmes de la CSeries et du Learjet 85.

Par le biais d'Investissement Québec (IQ), l'État possédera 49,5% d'une société en commandite comprenant les actifs, passifs et obligations de la CSeries.

En échange, Bombardier - qui détiendra 50,5% de la société - devra entre autres

maintenir son siège social stratégique ainsi que d'autres activités au Québec pour 20 ans.

«Ce partenariat est une excellente nouvelle pour Bombardier et vient à un point tournant», a souligné son président et chef de la direction, Alain Bellemare.

Publicité



Accusant deux ans de retard, le programme de la CSeries, dont les coûts atteignent 5,4 milliards US, a jusqu'ici complété 97% des essais en vol nécessaires en vue de sa certification.

La performance financière de cette nouvelle société en commandite figurera dans les résultats financiers de Bombardier.

La multinationale a par ailleurs confirmé l'abandon du programme de son avion d'affaires Learjet 85 puisque les ventes n'étaient pas au rendez-vous. Elle planifie toujours la vente d'une participation minoritaire de sa division ferroviaire.

«Après seulement quelques mois, nous avons renforcé notre équipe de direction, nous avons réalisé des examens en profondeur de notre entreprise, et nous avons une idée beaucoup plus claire de ce que nous avons à faire», a indiqué M. Bellemare.

Pour le trimestre clos le 30 septembre, la perte de 4,9 milliards US, ou 2,20\$ US par action, s'explique notamment par une charge de dépréciation de 3,2 milliards US liée à la C Series et d'une autre de 1,2 milliard pour le Learjet 85.

Sur une base ajustée, en excluant les éléments non récurrents, Bombardier a dégagé un bénéfice de 2 millions US, par rapport à 222 millions US, ou 12 cents par action, à la même période en 2014.

De leur côté, les revenus se sont établis à 4,1 milliards US, en recul de 800 millions US.

Cette performance s'est avérée inférieure à la prévision des analystes sondés par Thomson Reuters, qui tablaient sur un profit ajusté de 55,5 millions ainsi que des revenus d'environ 4,6 milliards US.

Conférence de presse jeudi matin

Le ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations, Jacques Daoust, expliquera en conférence de presse aujourd'hui la position de Québec - une intervention que le Parti québécois et la Coalition Avenir Québec approuvaient dans son ensemble hier.

Pourtant, il y a moins de six mois, la haute direction de Bombardier écartait l'idée d'une aide directe du gouvernement du Québec, notamment une participation dans le capital-actions de l'entreprise.

Cette idée, qui a réémergé dans les médias cette semaine, a entraîné une remontée importante du titre de Bombardier. L'action de catégorie B a gagné 11% pour clôturer à 1,61\$ à la Bourse de Toronto hier.

Le ministre Jacques Daoust avait évoqué l'idée d'une participation du Québec dans le capital-actions de Bombardier à l'occasion du salon aéronautique du Bourget, en juin dernier.

Dans une rencontre avec les journalistes, il avait indiqué que le Québec pourrait participer à une nouvelle ronde de financement de Bombardier. Il avait précisé que l'aide gouvernementale pourrait s'inscrire en dette ou en équité.

«Si je contribue au succès d'une entreprise, si elle réussit, je veux avoir un rendement sur cet investissement», avait-il alors lancé.

Il avait alors indiqué que la structure du capital-actions de Bombardier, soit la présence d'actions à droit de vote multiple visant à assurer le contrôle de la famille Bombardier-Beaudoin, ne le préoccupait pas.

La sortie de M. Daoust avait cependant mécontenté la haute direction de Bombardier, Pierre Beaudoin en tête. La C Series effectuait alors sa première sortie officielle sur la scène internationale et la direction de Bombardier n'avait nullement envie de discuter des problèmes financiers de l'entreprise.

Le président et chef de la direction de Bombardier, Alain Bellemare, avait admis qu'il y avait des discussions avec le gouvernement, mais qu'il s'agissait de «discussions normales» sur le développement de programme et les enjeux commerciaux de Bombardier.

L'AIDE GOUVERNEMENTALE DÉJÀ VERSÉE

En juillet 2008, Québec et Ottawa avaient fourni une aide financière à Bombardier pour le financement de la C Series. Le gouvernement fédéral avait alors versé un prêt de 350 millions à l'entreprise en vertu de l'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense alors que le gouvernement québécois avait prêté 117 millions par l'entremise d'Investissement Québec. Ottawa et Québec avaient également offert de donner un coup de main financier aux clients de Bombardier par l'entremise de prêts et de garanties de prêts.

- Avec Marie Tison et Denis Lessard

© La Presse, ltée. Tous droits réservés.